

PROBLÈMES DE DÉVELOPPEMENT AU NORD DES MONTS MANDARA

Antoinette HALLAIRE

Géographe de l'O.R.S.T.O.M.

Introduction

Par rapport aux plaines du nord du Cameroun, les Monts Mandara sont généralement considérés comme une région économiquement déshéritée et humainement attardée : les populations y souffrent de sous-alimentation chronique et connaissent périodiquement des disettes, ont un taux de mortalité infantile très élevé, sont réfractaires à la scolarisation. Une enquête statistique réalisée en 1960 met en évidence certains aspects de ce retard, particulièrement net en ce qui concerne les revenus monétaires, et les progrès réalisés en plaine depuis cette date grâce à l'essor du coton et au démarrage de la culture attelée, ont encore accentué ce décalage.

Nord-Cameroun : calories et revenus par habitant en 1960 (1)

	Plaine		Montagne
	Islamisés	Païens	Païens
Calories par jour.....	2.386	2.161	2.009
Revenus monétaires annuels (fr CFA).....	5.950	4.300	1.260

Il existe donc un état de pauvreté particulièrement accusé dans les Monts Mandara, et le fait qu'y vivent plus de 300.000 habitants donne tout son poids au problème.

Cette zone montagneuse qui s'allonge sur plus de 200 km en bordure du Nigéria constitue un milieu original par son relief et la nature de ses sols comme par ses populations, paysanneries bien enracinées et souvent très denses. Elle commence à être bien connue grâce aux nombreuses études, géographiques, ethnologiques, et sociologiques notamment, qui y sont menées depuis une dizaine d'années (2).

Nous nous proposons d'examiner ici les conditions spécifiques offertes au développement. Quels sont, dans les systèmes agraires traditionnels, les éléments responsables de la pauvreté ou les obstacles au progrès ? Quelles sont les situations nouvelles engendrées par les actions entreprises ? Enfin sur quelles bases est-il possible d'élaborer un projet original de développement qui mette en œuvre les potentialités physiques et humaines de la région ? Telles sont les questions auxquelles nous nous efforcerons de répondre.

Cette réflexion concernera seulement la partie nord des Monts Mandara, la plus homogène et en même temps la plus caractéristique (fig. 1). Les zones accidentées y tiennent une place essentielle et les densités sont presque toujours très fortes (de 60 à 200 hab./km²). Le sud, nettement moins peuplé et beaucoup plus varié tant sur le plan physique que sur celui des systèmes de production adoptés, nécessiterait une étude distincte.

(1) Rapport de la Mission Socio-économique du Nord Cameroun.

(2) Les travaux cités sont en bibliographie.

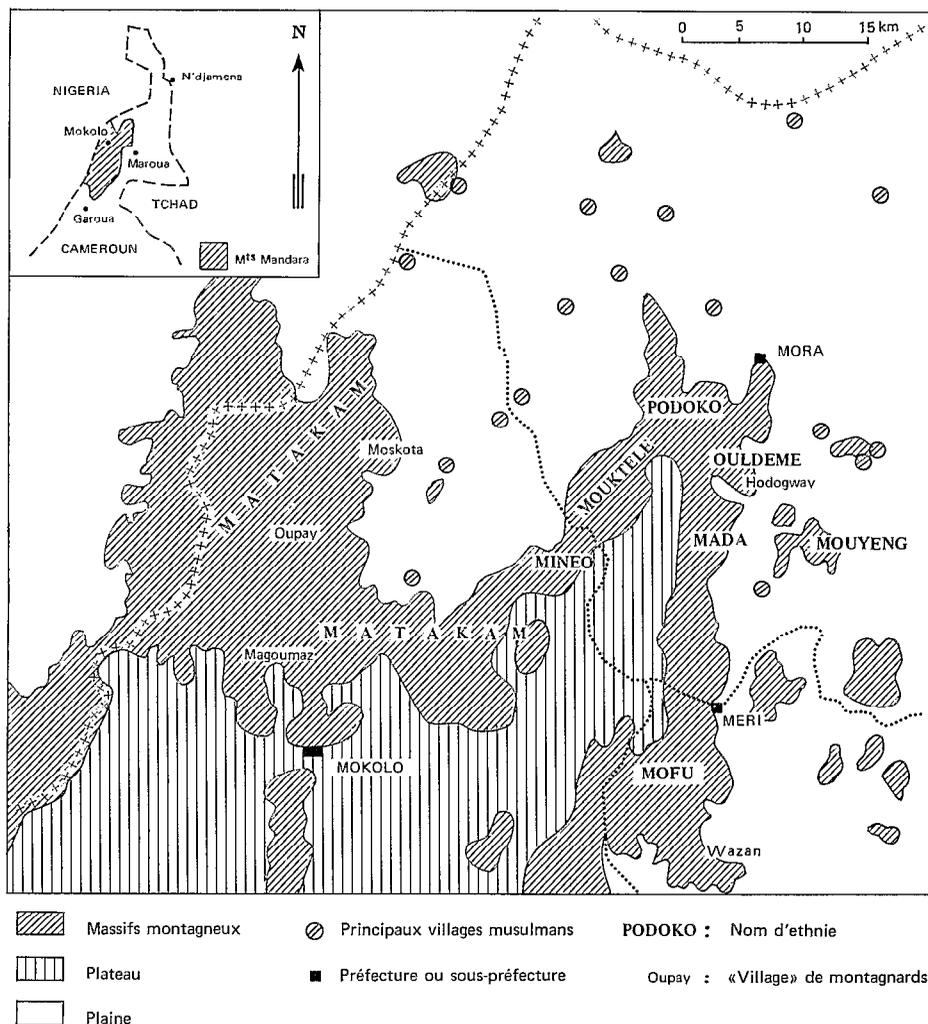


Fig. 1. — Le Nord des Monts Mandara.

I. Le système agraire traditionnel et ses blocages

A. LE SYSTÈME AGRAIRE TRADITIONNEL

Deux monographies de terroirs villageois, l'une au cœur de la montagne (Magoumaz chez les Matakam, BOULET, 1971), l'autre sur sa bordure orientale (Hodogway chez les Ouldémé, HALLAIRE, 1971), et de nombreuses études plus succinctes ont mis en évidence la similitude des systèmes agraires en usage au nord des Mandara.

1. Les plantes cultivées

Les systèmes agraires, fondés dans une économie de subsistance, se caractérisent tout d'abord par la

gamme limitée des plantes cultivées. Le *mil* était jadis une quasi-monoculture et il reste encore largement dominant, couvrant presque toutes les pentes. Le plupart des variétés adoptées sont spécifiquement montagnardes, adaptées aux arènes et aux sols colluviaux.

Au champ de céréales (dans lequel sont associées des plantes destinées à assaisonner la boule de mil : haricots, gombo, oseille de Guinée) s'est ajouté depuis une quarantaine d'années le champ d'*arachide*, culture commerciale qui a pris progressivement de l'importance. Elle se localise surtout à la périphérie des terroirs, sur les piémonts, les plateaux, les vallées intérieures, zones autrefois inhabitées et qui souvent n'ont été mises en valeur que récemment, à la faveur de la paix. L'importance des superficies arachidières

est essentiellement déterminée par les plus ou moins grandes possibilités d'extension des terroirs vers ce type de site. A Magoumaz et Hodogway, elles représentent respectivement 13 et 24 % des surfaces cultivées, Hodogway ayant pu s'étendre en plaine tandis que Magoumaz ne dispose pour cette culture que d'un étroit fond de vallon. Dans certains secteurs situés en bordure de plaine, lorsque les sols de piémont le permettent, le *coton* a été introduit depuis 1960, se substituant à l'arachide ou s'y ajoutant.

Enfin de minuscules parcelles portent quelques plantes secondaires : voandzou, souchet, tabac, taro, patate, riz, qui présentent un intérêt certain comme appoint vivrier ou commercial, mais ne constituent qu'un pourcentage minime (de l'ordre de 3 %) des superficies cultivées.

2. Les techniques

L'ensemble de techniques dont il dispose permet au montagnard de tirer le meilleur parti de son milieu.

Les terrasses : Toutes les pentes sont aménagées en terrasses planes, séparées par des murets verticaux de soutènement. Elles ont permis l'épierrement du terrain, elles limitent l'érosion et favorisent l'infiltration de l'eau aux dépens du ruissellement. Elles sont réparées chaque année lors de la remise en culture.

La permanence de la culture : Les montagnards du nord des Monts Mandara ne pratiquent pas la jachère et cultivent les mêmes espaces chaque année. S'ils sont largement pourvus en terre, ils laissent en friche certaines portions de leurs terroirs. Cette culture permanente est liée à la présence de terrasses qui seraient difficiles à entretenir si elles étaient laissées plusieurs années de suite sans culture.

Les rotations sont par contre couramment pratiquées, encore que le sorgho ait tendance à revenir tous les ans aux mêmes emplacements. Mais une partie des montagnards, les Matakam, font succéder régulièrement sorgho et mil pénicillaire ; l'arachide, le souchet, le voandzou ne sont jamais cultivés deux ans de suite au même emplacement, mais alternent avec le mil.

Les soins culturaux, les engrais : Par la qualité des soins apportés chaque année à ses cultures, le paysan « fait » sa terre et la rend fertile. Lors des sarclages, il dispose les herbes arrachées autour de chaque pied de mil, ou les met en tas qu'il répand sur le sol lorsqu'elles sont transformées en terreau. Il utilise pour fumer ses champs tout ce dont il dispose : non seulement les engrais animaux, malheureusement très insuffisants car son cheptel est des plus réduits,

mais aussi la cendre de ses foyers, les déchets ménagers, les vieilles tiges de mil qu'il enfouit dans le sol. Mais il ne parvient ainsi qu'à fumer une partie de ses terres, celles qui sont proches de son habitation. En outre, la situation de l'habitat, dispersé traditionnellement sur les sommets ou les hauts de pentes, permet une fumure spontanée qui s'étend assez largement, les eaux chargées d'azote nitrique entraînant le long des flancs de la montagne leurs éléments fertilisants.

La finesse de l'adaptation au milieu : Le montagnard a une connaissance empirique très poussée de son milieu, l'abondance de termes dont il dispose pour désigner ses différents types de sol en témoigne. Il a sélectionné un grand nombre de variétés de mils, aux exigences souvent distinctes, grâce auxquelles il réalise une adaptation très fine au milieu : il n'est pas rare de voir un même champ porter différents types de mil quand la qualité du sol varie d'un point à un autre.

3. Les institutions foncières. Les travaux et les rites agraires

Les coutumes réglant la répartition des terres et les travaux et rites agraires présentent également une remarquable homogénéité et les particularités ethniques ne se manifestent dans ces deux domaines que sur des points de détail.

Sur le plan foncier, l'appropriation individuelle est la règle. Chaque exploitant dispose de terres qu'il a reçues de son père, et dont ses fils ou à défaut ses plus proches parents hériteront, suivant un système de partage variable suivant les ethnies mais toujours rigoureusement défini. Location et achats permettent les ajustements nécessaires entre exploitations, qui peuvent se développer ou au contraire se rétracter suivant le nombre et l'activité de leurs membres. De ce fait, il n'existe aucun accaparement de terres au profit de familles privilégiées : forces du travail et superficies cultivées tendant constamment à s'équilibrer au niveau de chaque unité de production. Ainsi sont réduits au minimum et réglés assez facilement les conflits fonciers que des densités aussi fortes engendrent inévitablement.

Les conditions dans lesquelles sont exécutés les travaux agricoles manifestent l'individualisme propre aux montagnards. S'il existe diverses formules de travaux en commun (notamment l'invitation pour la bière), l'activité agricole se déroule essentiellement au sein de l'exploitation. D'après l'enquête sur les temps de travaux faite à Magoumaz auprès de 12 exploitants (BOULET, 1971), l'aide reçue de l'extérieur ne représentait que 4 % de l'activité totale. Chaque chef d'exploitation s'organise comme il l'entend, décide de la répartition de ses cultures

et de ses engrais ou traite avec son voisin une location de champ, en appliquant les règles coutumières mais sans en référer à une autorité supérieure.

Cet individualisme est cependant tempéré par l'observance des rites agraires dont l'impact sur la vie quotidienne est très fort. La religion animiste est restée extrêmement vivante et impose ses rythmes au travail paysan. Tous les habitants d'un massif donné commencent le même jour à semer ou à récolter leur mil, après que les rites propitiatoires aient été accomplis par le ou les responsables religieux. Des fêtes et des journées chômées font participer l'ensemble de la population aux diverses cérémonies cultuelles qui jalonnent l'année, et contribuent à donner une grande cohésion à la société villageoise.

*
* *

Deux caractères essentiels se dégagent de cette brève description. D'une part il s'agit d'un système visant à l'« économie d'espace » : la permanence de la culture, la qualité des soins, l'adaptation très fine au milieu, permettent à une population nombreuse de tirer le parti maximal des terres cultivées tout en maintenant indéfiniment leur fertilité.

C'est d'autre part, un système très cohérent dont les différents éléments sont en étroite interdépendance, et qui de plus est en parfaite conformité avec les tendances psychologiques et l'organisation sociale des populations. Nous avons noté la relation entre la présence des terrasses et la culture permanente. De même la propriété privée des champs est à relier à l'individualisme paysan ainsi qu'à la qualité des soins apportés à la terre, qui reste dans une même famille et se trouve valorisée par la somme de travail incorporée au cours des générations. L'habitat dispersé répond également à l'individualisme du montagnard et facilite la fumure des champs qui entourent son habitation. Rappelons enfin la compénétration intime entre vie religieuse et travail agricole.

Nous sommes donc en présence d'un système de culture cohérent et intensif comme il en existe assez rarement en Afrique, et doté d'institutions foncières efficaces. Cependant, il n'assure aux populations qu'un niveau de vie très bas et ne semble pas permettre le progrès. Examinons où se situent les blocages.

B. LES BLOCAGES IMPLIQUÉS PAR LE SYSTÈME AGRAIRE TRADITIONNEL

1. *Le problème de l'espace : le surpeuplement*

Le surpeuplement du nord des Monts Mandara est

apparu depuis longtemps comme la raison majeure du bas niveau de vie de ses habitants et l'obstacle principal à toute entreprise de développement. Mais cette notion de surpeuplement doit être précisée.

Le système agricole, fondé nous l'avons vu sur la culture permanente, permet une occupation totale de l'espace, donc de fortes densités. Non seulement il autorise de fortes densités, mais il les impose. Il est nécessaire en effet que les versants soient sinon intégralement du moins en grande partie aménagés en terrasses : un champ isolé même avec des terrasses bien entretenues, subit les dégâts de l'érosion si l'espace environnant n'est pas protégé. D'autre part l'abondance des rochers est propice à la prolifération des prédateurs : singes, damans ..., qui prennent rapidement l'allure d'un fléau si la population n'est pas nombreuse. L'exemple des massifs du sud des Monts Mandara en cours de dépeuplement, où les cultivateurs doivent mener une lutte épuisante contre les cynocéphales pour protéger leurs récoltes, est suffisamment éloquent. L'idée d'un seuil de peuplement, au-dessous duquel la vie dans ces montagnes devient très difficile, a été avancée ; elle paraît tout-à-fait exacte (BOU TRAIS, 1971).

Avant de connaître les densités actuelles, les montagnards accueillaient d'ailleurs volontiers des « étrangers » qu'ils intégraient à leurs groupes villageois ; ils en suscitaient éventuellement la venue, et invoquent aujourd'hui comme raison la nécessité où ils se trouvaient d'être nombreux pour se défendre contre leurs ennemis, habitants des massifs voisins ou de la plaine.

Mais, si l'optimum de peuplement se situe très haut, il a été largement dépassé en maints secteurs, et c'est précisément cette insécurité dans laquelle ils ont vécu jusqu'à la colonisation, jointe à leur dynamisme démographique, qui l'explique. Beaucoup surtout chez les petits groupes ethniques n'ayant pas la possibilité d'émigrer hors de leur massif d'origine, en sont venus progressivement, du fait de leur croît naturel, à un surpeuplement qui subsiste à l'heure actuelle.

Le village de Hodogway (HALLAIRE, 1971), chez les Ouldémé où la densité approche 200 hab./km² illustre bien la situation. En 1965, 20 exploitants sur 50 prenaient en location des terres en plaine chez les groupes ethniques voisins, Mandara ou Mada. Ces locations extérieures, possibles seulement depuis ces dernières années, pallient dans une certaine mesure les effets du surpeuplement mais démontrent clairement que les Ouldémé sont trop nombreux pour l'espace dont ils disposent normalement. Mais les surfaces ainsi obtenues en supplément ne suffisent pas : les habitants de Hodogway pourraient cultiver davantage s'ils disposaient de plus de terres. Pendant

les trois mois d'intense activité agricole, mai, juin et juillet, on décomptait chez eux toujours en 1965, 26 journées de repos rituel, dont une quinzaine étaient bien observées (1). Beaucoup profitent de ces jours de chômage obligatoire pour aller s'embaucher sur les champs de coton des Mandara, mais certains s'y rendent également à d'autres moments. Malgré ces repos forcés et ces heures de travail soustraites à leurs propres champs, ils arrivent à mettre en valeur convenablement et presque intégralement leur terroir dont ils n'ont abandonné que les quelques secteurs les plus ingrats.

Il faut d'autre part noter que les sols de montagne, arènes formées par désagrégation du socle (granites, anatexites, embréchites) sont de valeur culturale inégale. Suivant la composition chimique et la structure de la roche-mère, leur richesse en réserves minérales et la finesse des éléments qui les composent sont variables. Seule une situation de surpeuplement a imposé la mise en valeur de certaines catégories de sols qui ne donnent que de faibles rendements malgré les soins apportés à leur culture, et qui devraient normalement ne servir que comme pâturages ou réserves boisées.

A Hodogway, les arènes sur granite et les colluvions très grossières, soit environ 10 % de l'espace villa-geois, ont été abandonnées lorsque ses habitants ont pu s'étendre en plaine ou se louer comme manœuvres, et les populations évoquent sans regret « le temps des guerres » où elles étaient obligées de cultiver ces secteurs. Mais il n'en est pas de même sur d'autres massifs que leurs occupants doivent encore exploiter en totalité.

Il est donc patent que de nombreux secteurs montagneux souffrent de surpeuplement. En dépit des pratiques intensives actuelles, leur décongestion profite aux cultivateurs restés en place en leur permettant d'agrandir leurs exploitations et d'abandonner les plus mauvaises terres. Mais ils sont à nouveau très vite limités par un autre obstacle, le manque de temps.

2. Le déséquilibre du calendrier agricole: le manque de temps

Comme dans toute la zone sahelo-soudanienne, les activités agricoles se situent en saison des pluies, laissant le paysan inoccupé en saison sèche; cependant à latitude égale, le déséquilibre du calendrier agricole est nettement plus accusé qu'en plaine :

c'est en effet pendant les deux ou trois premiers mois de la saison pluvieuse que doivent être réalisés la plupart des travaux.

Le mil est semé dès les premières grosses pluies (fin avril, mai ou juin suivant le secteur montagneux et les années), l'arachide en juin. Le premier sarclage de ces plantes doit être pratiqué peu après les semailles; c'est l'opération culturale la plus délicate et la plus longue, dont dépend en grande partie le succès de la récolte, et elle doit, pour être efficace, être menée dans un laps de temps relativement bref. C'est donc elle, qui, après le manque de terre, constitue le second blocage empêchant le paysan d'accroître la taille de son exploitation. A certaines périodes de mai et juin, toute la population active sarcle ses champs sans arrêt de l'aube au coucher du soleil, voire au clair de lune; et que l'un des travailleurs d'une exploitation tombe malade à cette époque, une partie des champs ensemencés doit être abandonnée. Le deuxième binage est mené plus rapidement. Dès la mi-juillet, en tout cas à partir d'août, l'activité décroît: les paysans se consacrent aux petites parcelles de plantes secondaires, et font éventuellement un troisième binage très succinct. C'est ensuite la récolte à partir d'octobre qui peut s'étaler sur deux ou trois mois.

Une enquête sur les temps de travaux, menée à Magoumaz en 1966 par J. BOULET, précise l'importance de ce déséquilibre (fig. 2). En mai le paysan est sur-occupé, travaillant en moyenne 56 h 30 par semaine (les malades ou absents n'étant pas pris en compte). Mais il travaille 2 fois moins en août, trois fois moins en septembre. Si l'on ne tient compte que du temps consacré aux cultures, on constate un arrêt d'activité presque total en septembre.

La comparaison avec Golonpoui, village de plaine situé à la frontière du Tchad et doté d'une pluviométrie semblable à celle de Magoumaz est éloquent. Une enquête sur les temps de travaux y a été réalisée en 1957 par J. GUILLARD (2) et montre par comparaison combien le montagnard est défavorisé. En juillet, le mois le plus chargé, le paysan de Golonpoui consacre à peine 20 jours sur 31 à ses champs mais son activité reste soutenue pendant quatre mois, de juin à septembre. Un bien meilleur étalement des travaux est autorisé par la présence de sorghos à cycles végétatifs de durée différente, l'importance plus grande donnée aux plantes secondaires telles que le voandzou, et surtout la possibilité de cultiver le mil de saison sèche.

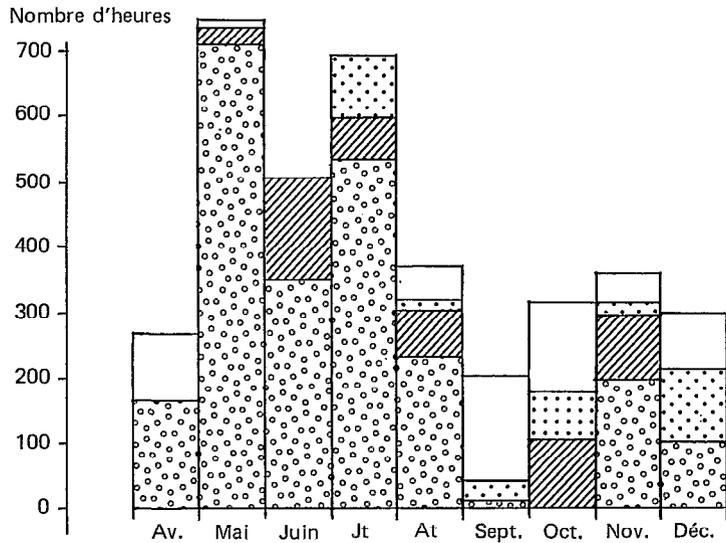
(1) On peut faire l'hypothèse que ces journées de repos rituel sont précisément destinées à masquer l'insuffisance de terre et à éviter les conflits fonciers qui pourraient devenir aigus si les paysans étaient pleinement employés.

(2) J. GUILLARD, 1965. — Golonpoui, Nord Cameroun, Mouton 502 p.

MAGOUMAZ 1966

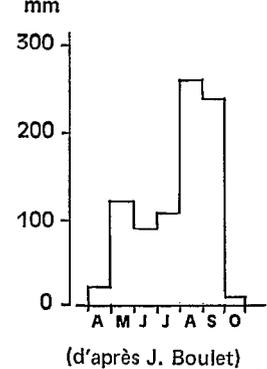
Nombre d'heures de travail sur une exploitation suivant les mois et les activités
(moyenne d'après les temps de travaux relevés sur 12 exploitations)

-  Travaux consacrés au mil : préparation des champs, semailles, sarclages, récolte, battage.
-  Travaux consacrés à l'arachide : préparation des champs, semailles, sarclages, récolte.
-  Travaux consacrés aux plantes secondaires : souchet, voandzou, taro, tabac, etc..
-  Travaux divers : ramassage de l'herbe, réparation des cases, etc..



Pluviométrie Magoumaz 1966

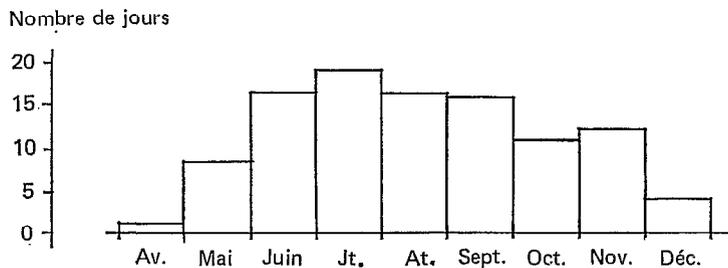
Total : 1177 mm



COMPARAISON AVEC UN VILLAGE DE PLAINE

GOLONPOUI 1957

Nombre de jours de travail agricole par actif masculin



Pluviométrie Golonpoui 1957

Total : 905 mm

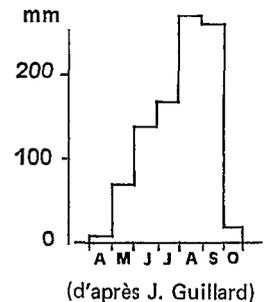


Fig. 2. — Répartition des travaux à Magoumaz.

Presque entièrement centré au contraire sur deux plantes, le mil et l'arachide, qui réclament les soins des paysans à peu près à la même époque, le système montagnard ne permet pas d'étendre les superficies cultivées au delà d'un optimum vite atteint, et qui semble d'ailleurs varier suivant les secteurs (la surface moyenne par actif est de 48 ares à Magoumaz, 78 ares à Hodogway). Constatant à Magoumaz, sur un échantillon de douze exploitations, une corrélation négative entre la superficie cultivée et le rendement, J. BOULET conclut : « Il serait donc extrêmement hasardeux de prôner une extension des superficies en mil par famille, car cela entraînerait évidemment un certain relâchement des soins apportés aux champs, une chute des rendements, vraisemblablement des disponibilités alimentaires moindres, et à plus long terme sans doute une dégradation du capital pédologique, car nous sommes convaincus que ce sont les soins constants apportés aux cultures qui sauvegardent les sols ».

Et de fait, dans les massifs touchés par l'émigration, la diminution du peuplement n'a entraîné qu'un faible relèvement du niveau de vie des habitants restés sur place. Aujourd'hui où le surpeuplement tend à s'atténuer grâce aux nombreux départs et à l'extension des cultures sur les piémonts, c'est le manque de temps, ou comme disent les montagnards « le manque de forces » qui apparaît comme l'obstacle principal à la croissance de la production. L'arachide, bien adoptée, apporte certes des revenus monétaires appréciables, mais son calendrier concurrence trop directement celui du mil, et ses cours ne sont pas assez rémunérateurs pour qu'elle puisse être la base d'une véritable économie commerciale.

3. Cohérence du système traditionnel et conservatisme agraire

Nous avons signalé plus haut la cohérence du système agraire, parfaitement adapté au milieu montagnard. L'harmonie et la solidité qui en résultent ont permis le façonnement de sociétés paysannes stables et travailleuses, mais, pour lesquelles certaines formes de changements ne sont pas faciles à admettre.

Le dispositif de l'habitat est à cet égard significatif. Chez ces groupes montagnards, l'espace se valorise de la base à la crête des massifs, et les hiérarchies entre individus, familles et lignages s'expriment sur le terrain par leur situation altitudinale respective : les lignages prééminents occupent les quartiers sommitaux, le chef de massif habite à son point culminant, le fils construit son habitation au-dessous de celle de son père. On conçoit combien, dans ce contexte, les descentes en piémont soulèvent de résistances ; lorsqu'en 1962, plusieurs sous-préfets

prescrivirent aux chefs de canton de s'installer au pied de leur massif, certains ne purent s'y résoudre et se contentèrent d'y envoyer un de leurs fils.

Si le mouvement de descente en piémont est maintenant partout bien amorcé, il est fréquemment une cause de dissensions dans les familles. V. ERARHT, animateur du village-pilote de Gujimdélé situé au pied d'un massif occupé par les Mouktélé, où il accueille des jeunes ayant eu un début de scolarisation, décrit les difficultés auxquelles se heurtent la plupart d'entre eux (ERARHT, 1971). Tel Madaba qui, après être allé passer un an à Fort Lamy, voulut s'installer à Gujimdélé, mais fut d'abord obligé de retourner vivre au foyer paternel : « Au retour de Fort Lamy, il se maria et resta encore un an avec son père ... Mais il dit « si c'est ainsi, je retourne à Fort Lamy ». Son père dut fléchir car il préféra que Madaba s'installe au pied de la montagne et qu'il vienne travailler pour lui de temps en temps plutôt que de le voir partir à jamais. Madaba fit sa case à Gujimdélé, mais il ne put l'habiter avant d'avoir son premier enfant. Alors son père fit le sacrifice et dit en le voyant partir : « Cet enfant ne comprend pas ma parole ». Aujourd'hui encore ce père crée de nombreux ennuis à son fils. »

D'autre part les relations étroites entre l'agraire et le sacré rendent très difficile la présence de cultivateurs qui ne partagent plus les croyances ancestrales. Sous peine de « briser la montagne », tous doivent en effet participer aux rites, observer les interdits de travail. A quelques exceptions près, les nouveaux convertis musulmans ou chrétiens (encore très peu nombreux) ne parviennent plus à s'intégrer aux sociétés dont ils sont issus ; ceux qui n'émigrent pas se regroupent dans des villages de piémont, en s'abstenant de cultiver en montagne. Bien souvent d'ailleurs, ils ne se sentent plus à l'aise dans leur milieu d'origine qu'ils qualifient de « non-civilisé », et une coupure plus ou moins marquée s'établit entre eux et leurs parents restés animistes. Cette coupure nuit à l'influence qu'ils pourraient avoir, du fait de leur plus grande ouverture sur le monde extérieur, dans le sens d'une transformation du système traditionnel de production ; elle explique les réticences des montagnards qui redoutent d'envoyer leurs enfants à l'école, où ils adoptent des idées nouvelles et souvent une religion universaliste. « L'école, c'est la perte de l'enfant, il aurait mieux valu ne pas le mettre au monde », disait un vieux Matakam à J. Y. MARTIN (1970).

Indépendamment de l'aspect religieux du problème, le conservatisme agraire, trait commun à toutes les sociétés paysannes du monde, est particulièrement fort ici. Les montagnards sont en effet très conscients de l'excellence de leurs techniques qui leur ont effectivement permis de subsister, et ne sont

pas naturellement portés à l'innovation. Leurs tendances profondément égalitaires font obstacle à l'émergence d'une classe aisée (il existe des paysans plus riches que d'autres, grâce à leur capacité de travail plus grande, mais ils se gardent bien de le montrer) et la peur du « qu'en dira-t-on » freine les initiatives individuelles. Citons à nouveau V. ERARHT qui, la première année où il conseilla aux jeunes gens de Gujimdélé de semer leur arachide en lignes, se vit opposer un refus en ces termes : « Nous ne pouvons pas semer en lignes car que diraient les autres gens, ceux de la montagne, en nous voyant ? Ils se moqueraient de nous et nous prendraient pour des enfants et des paresseux parce que nous ne sèmerions pas aussi vite qu'eux. » On pourrait multiplier les exemples de ce genre.

Le milieu montagnard apparaît comme un bloc monolithique et conservateur. Au cours des siècles se sont élaborées des institutions agraires, sociales et religieuses, bien ajustées les unes aux autres ; elles constituent une civilisation originale, enracinée dans un milieu physique très particulier et qui répondait au contexte politique et économique de l'époque précoloniale. Cette civilisation n'est plus adaptée au monde moderne mais sa transformation pose des problèmes délicats.

II. Innovations et situations nouvelles en milieu montagnard

A. LES CHANGEMENTS INTERVENUS EN MILIEU MONTAGNARD

Deux types de changements doivent être distingués. Ceux qui sont directement provoqués par des actions extérieures ou des décisions administratives, et d'autre part les transformations induites, émanant du milieu montagnard lui-même réagissant aux changements qui lui sont imposés.

1. Les changements venus de l'extérieur

— *Les dépenses monétaires obligatoires : impôts, vêtements.* Dès le début de la colonisation, l'impôt est apparu comme le moyen d'une certaine mainmise sur ces populations restées farouchement hostiles au nouveau pouvoir. Payé d'abord en nature (mil, arachide, chèvres) il fut ensuite réclamé en espèces pour obliger les chefs de famille à faire des cultures de rente et les orienter vers une économie monétaire. Les versements exigés furent longtemps l'occasion de rebellions armées et il fallut à maintes reprises opérer de force. Il est aujourd'hui entré dans les mœurs, mais demeure un des gros soucis du montagnard.

Depuis l'Indépendance, une nouvelle dépense lui a été imposée, celle du vêtement. Vêtu auparavant d'un cache-sexe qu'il fabriquait lui-même avec des peaux de chèvres ou des plantes locales, il doit maintenant acheter, pour lui et sa famille, les pagnes, les boubous ou les vêtements d'occasion qu'il trouve sur les marchés. Vite usés sur les rochers, ces habits, portés pourtant jusqu'à l'extrême limite, doivent être fréquemment renouvelés.

Impôts et vêtements l'obligent à se ménager des rentrées monétaires toujours croissantes.

— *L'arachide.* Comme culture de femme, l'arachide donnait lieu, jadis, à une production infime, destinée à l'autoconsommation familiale.

Depuis les années trente, les montagnards sont invités à en planter davantage pour obtenir de quoi payer l'impôt. Des semences sélectionnées ont été distribuées, et les récoltes sont achetées en saison sèche sur des marchés spéciaux contrôlés par l'Administration. Longtemps réticents, les gens sont maintenant pour la plupart attachés à une culture qui assure l'essentiel de leurs revenus en espèces.

— *Les mouvements de descente en plaine et sur les plateaux.* Dès 1920, l'administration coloniale juge nécessaire d'inciter les habitants à quitter leurs massifs, tant pour mieux les contrôler que pour décongestionner une montagne jugée trop peuplée ; jusqu'en 1960, « la descente en plaine des montagnards » sera une de ses préoccupations constantes. L'administration camerounaise reprend cette politique, mais en lui donnant un caractère beaucoup plus autoritaire. Jusqu'alors timide et restreint, le mouvement de descente s'amplifie, surtout à partir de 1963, et commence à transformer la physionomie de certains secteurs montagneux. En 1969 J. BOUTRAIS estimait à 45.000 le nombre de montagnards descendus pour le seul arrondissement de Mora.

Ce mouvement prend deux formes : le glissement sur les piémonts et l'émigration en plaine.

Dans le premier cas, les populations se bornent à s'installer au pied de leurs massifs, sur une frange de bordure qu'elles exploitaient déjà. Dans le second cas, elles s'éloignent davantage de leur lieu d'origine et s'implantent dans des villages musulmans, généralement sous la forme de quartiers distincts, ou constituent des villages nouveaux, notamment dans les périmètres de colonisation organisés à leur intention.

— *Scolarisation, Islamisation, Christianisation.* Tardivement implantées en montagne, les écoles se sont heurtées à la plus vive hostilité et les élèves ont dû bien souvent être recrutés de force. Encore aujourd'hui, les parents répugnent à y envoyer leurs enfants, et le taux de scolarisation est très bas.

Néanmoins, plusieurs centaines d'enfants sont passés par l'école qui les a plus ou moins marqués, et la réussite sociale de certains d'entre eux n'est pas sans résonances, en particulier chez les jeunes.

Une politique d'islamisation est menée depuis une dizaine d'années, s'adressant surtout aux élites : les chefs de canton et leur entourage, les scolarisés. Parallèlement, des missions d'obédiences diverses se sont installées au pied des massifs ou en pleine montagne, parfois doublées d'écoles privées et de dispensaires ; elles ont formé de nombreux petits noyaux de chrétiens ou de sympathisants, sans réussir cependant à entamer la masse.

Un point est commun à toutes les nouveautés proposées : les montagnards les ont sans exception rejetées au départ. Autrefois ils ont parfois eu recours aux armes ou à la fuite, puis ils ont cherché à biaiser, à opposer la force d'inertie, à tourner la loi (1). Mais au fil des ans, ils ont été contraints de s'en accommoder et ont fini par en accepter un certain nombre. Aujourd'hui, c'est de leur plein gré qu'ils agrandissent leurs champs d'arachide ou qu'ils décident de s'installer en piémont.

Peu à peu l'attitude du montagnard se modifie, et un processus de transformation interne est maintenant amorcé.

2. Les changements propres au milieu montagnard

— *Le développement de l'usage de la monnaie.* Après avoir manifesté longtemps leur dédain à l'égard de l'argent, les montagnards ont compris qu'il pouvait servir à payer non seulement l'impôt et les vêtements, mais aussi les produits dont ils ont envie : denrées diverses pouvant améliorer leur ordinaire (sel, poisson séché, lait, oignons ...) ; viande de bœuf, chèvres ou poulets destinés aux sacrifices qu'ils aiment offrir en maintes occasions (maladies, fêtes), ou utilisés pour remplir pleinement leurs obligations sociales (enterrements) ; mil, surtout, comme complément alimentaire en temps de soudure, ou pour le revendre sous forme de bière, boisson dont la consommation progresse, de ce fait, fortement.

En outre les transactions à l'intérieur de la société villageoise, qui se faisaient autrefois en nature ou sous forme d'échanges de services, se règlent maintenant en argent ; on paye pour louer ou acheter

un champ, pour acheter une houe ou une poterie, et le salariat commence à se substituer à l'entraide villageoise. Lors des mariages, aux dons en nature offerts par le gendre (chèvre, bière, mil, houes, prestations de travail), s'est ajouté un versement en espèces, variable suivant les ethnies (environ 3000 F chez les Mouktélé, 10.000 F chez les Matakam, entre 1960 et 1965) et qui tend constamment à s'élever.

Pour faire face à ces dépenses, la plupart des montagnards ne se contentent plus de vendre leurs arachides, mais cherchent par divers moyens à se procurer des revenus supplémentaires. Ils vont sur les marchés fréquentés par les musulmans proposer des fagots de bois, ou celles de leurs productions dont ils sont consommateurs ou qu'ils revendent hors de la région : haricots, voandzou, patate, taro, tabac, etc. Et surtout, le salariat en plaine s'étant généralisé, les cultivateurs se font embaucher en saison des pluies sur les champs de coton, en saison sèche sur ceux de mouskwari (2) ou pour toutes sortes de travaux : construction de cases, transports d'eau, etc.

— *Les remises en cause de la coutume.* En pénétrant dans la vie quotidienne, l'argent modifie le comportement du montagnard, remet en cause les anciens équilibres, suscite au sein des familles des problèmes inconnus jusqu'alors (3).

De même l'instauration d'une hiérarchie administrative ébranle l'organisation sociale traditionnelle. Des chefs de canton, de massif et de quartier ont été mis en place par l'administration entre 1945 et 1950. Dans la mesure du possible ils ont été choisis parmi les chefs traditionnels (chefs de pluie ou de guerre, responsables des rites agraires) mais la plupart d'entre eux exerçaient une fonction essentiellement religieuse et bénéficiaient de prestige plutôt que d'autorité ; à l'heure actuelle la tendance, au moins pour les chefs de canton, est de placer des islamisés qui ne représentent donc plus rien sur le plan coutumier. Pendant longtemps leur rôle au point de vue administratif s'est borné à percevoir l'impôt et à transmettre les prescriptions de la sous-préfecture (convocations pour les recensements, pour les vaccinations, corvées pour réparer les routes), mais de plus en plus, les villageois ont recours à eux pour trancher leurs différends. Un transfert des rôles s'opère ainsi. L'autorité, si tant est que ce mot

(1) Citons un exemple : lorsqu'en 1963 les descentes en piémont furent rendues obligatoires dans certains cantons, de nombreuses habitations furent apparemment construites au bas des massifs : en réalité simples décors, sans cuisines ni greniers, où les familles ne se rendaient pendant quelques heures que si le passage d'une autorité était signalé.

(2) mouskwari : sorgho repiqué de saison sèche.

(3) M. RICHARD évoque les perturbations apportées dans les ménages par la culture du coton ; des femmes, peinant sur ces champs avec leur mari, revendiquent une partie des revenus monétaires procurés par la récolte.

convienne, était exercée autrefois dans le cadre du segment lignager ou tout au plus du massif, par des gens âgés uniquement soucieux d'appliquer la coutume ; elle est maintenant le fait d'une hiérarchie plus ou moins plaquée de l'extérieur.

Après avoir vécu en vase clos, les montagnards sont désormais constamment en contact avec d'autres civilisations, confrontés à des modèles nouveaux, et nombre d'entre eux n'admettent plus dans son entier la coutume. Un peu partout on peut observer des formes de contestation, des ruptures d'interdits. Certaines disciplines agraires ne sont plus acceptées lorsqu'elles sont jugées par trop contraignantes ; ainsi voit-on les Ouldémé, groupe resté pourtant très conservateur, ne plus respecter toutes les journées de chômage rituel imposées en saison des pluies. On remarque chez tous les groupes ethniques une nette tendance à l'accroissement des divorces, même chez des populations comme les Mofu qui se caractérisaient autrefois par une grande stabilité matrimoniale (VINCENT, 1972).

Il ne s'agit certes que de signes avant-coureurs qui n'affectent pas encore la civilisation montagnarde en son ensemble, mais qui témoignent d'un ébranlement en profondeur.

B. LES SITUATIONS NOUVELLES

Face à ces multiples sollicitations, les montagnards n'ont pas réagi de façon uniforme. A cela plusieurs raisons :

Les différences de comportement suivant les ethnies. Citons à titre d'exemple l'opposition entre deux groupes ethniques voisins, vivant dans des milieux physiques analogues, les Ouldémé et les Mada. Les premiers restent confinés sur leur massif jusqu'en 1960, n'adoptent l'arachide que très tardivement, refusent catégoriquement la scolarisation. Les seconds sont beaucoup plus ouverts à toutes les formes de modernisation ; en 1969, plus de la moitié de leurs effectifs, selon J. BOUTRAIS (1974), avait émigré en plaine, et leur chef de canton s'islamisait.

La situation du massif. Un massif peut border la plaine ou le plateau, ou s'encastrier au cœur de la montagne ; sa distance par rapport aux centres musulmans est variable. Selon les cas, ses habitants ont plus ou moins de facilité pour cultiver l'arachide, descendre s'installer en piémont, se faire embaucher comme manoeuvre ou fréquenter les marchés. Déterminantes également pour rendre compte de la diversité des situations nouvelles sont la largeur et

la valeur culturelle, très inégales, de la frange de piémont que les montagnards peuvent habiter et exploiter en restant « chez eux » et sans se mélanger à d'autres groupes ethniques.

Les pressions inégales de l'Administration. Suivant les sous-préfectures concernées (Mora, Mokolo, et Meri) et suivant les cantons, les pressions exercées ont été plus ou moins vives, plus ou moins continues. L'importance de la descente en piémont et de l'émigration, en particulier, dépend en grande partie de leur insistance. Ainsi, l'habitat du canton de Podoko-sud, où l'Administration n'est pas intervenue car il est fréquemment visité par les touristes, est resté à peu près intact.

On trouve donc toute une gamme de situations, depuis les massifs à peine touchés par les innovations jusqu'à ceux qui se trouvent totalement transformés.

1. Des massifs relativement stables : l'exemple d'Oupay

Oupay, chez les Matakam, observé en 1969 par J. BOUTRAIS (1) se range parmi les massifs les plus stables. Englobant le point culminant les Monts Mandara (1500 m), il est enclavé au milieu d'autres massifs moins élevés et n'a pas de débouché direct sur la plaine.

Il fait partie d'un secteur qui avait été durement touché par les famines, génératrices de décès et départs, dues aux invasions de criquets en 1922-23 et 1931-32. Sa population s'était alors rétractée sur les hauteurs, laissant en friche les plus basses pentes et les petits vallons intra-montagnards.

Au cours des dernières décennies, ces marges ont été remises en culture et consacrées en partie à l'arachide. On assiste ainsi à une revalorisation des parties basses aux dépens des pentes les plus élevées, autrefois cultivées surtout en haricots, et qui tendent à être délaissées. Simultanément, l'habitat glisse des hauts quartiers vers les bas quartiers : la densité en 1969 est de 80 à 100 dans les premiers, et atteint 180 dans les seconds.

Mais, note J. BOUTRAIS, « les superficies cultivées en arachide dans les vallons intra-montagnards ne suffisent plus à satisfaire aux besoins en numéraire », et elles ne peuvent pas non plus s'étendre car tous les *no man's lands* séparant Oupay des massifs voisins sont maintenant exploités. La plupart des chefs de famille ont recours au travail salarié en plaine. Ils partent de préférence en saison sèche, surtout vers le Nigéria, se faisant embaucher en particulier pour construire des cases.

(1) Cf. J. BOUTRAIS, *op. cit.*, à qui nous empruntons les observations qui suivent.

Quant à l'émigration définitive, elle n'affecte qu'une fraction infime de la population, et concerne surtout des jeunes hommes célibataires. Elle contre-balance, grosso modo, les excédents naturels, et la densité reste élevée.

L'habitat et l'agriculture restent donc exclusivement montagnards, et l'occupation de l'espace est presque totale. L'arachide et le salariat en plaine sont pratiquement les deux seules innovations : personne ne peut plus se passer d'un minimum de revenus monétaires.

A des variantes près, une situation analogue se retrouve sur quelques autres massifs, chez les Mouktélé et les Podoko notamment. Mais ces cas sont devenus des exceptions.

2. Des massifs marqués par l'extension sur les piémonts : l'exemple de Wazan (1)

Le massif de Wazan chez les Mofu représente une situation intermédiaire, la plus fréquente à l'heure actuelle, surtout marquée par l'extension sur les piémonts des habitations et des cultures.

L'habitat, à Wazan, reste encore essentiellement montagnard, mais il se desserre sur les parties hautes et se fixe sur les bas de pente, sur les derniers promontoires surplombant la plaine, ou carrément au pied du massif. Quelques habitations, groupées en petits hameaux, s'avancent davantage en plaine, se plaçant de préférence dans les chaos rocheux résiduels que l'on rencontre jusqu'à 2 ou 3 km de la montagne.

Celle-ci est toujours très cultivée et se couvre chaque année de mil jaune ; cependant des friches apparaissent dans les secteurs les plus ingrats ou sur les pentes les plus fortes, et tendent à gagner du terrain. En revanche la mise en valeur s'intensifie dans la plaine qui borde Wazan. Du massif jusqu'au cours d'eau qui, à 5 km de là, marque la limite avec le canton foulbé de Bozo, les champs, d'abord nombreux, s'espacent peu à peu, s'éparpillant dans une savane arborée très progressivement défrichée.

Dans ce secteur de leur terroir, les gens de Wazan, à l'instigation des agents de la C.F.D.T. (2), se sont mis à cultiver comme en plaine. Les sols de texture assez fine permettent de remplacer ici l'arachide par le coton, plus rémunérateur. Introduit vers 1960, celui-ci alterne avec le sorgho rouge et avec la jachère ; le rythme d'assolement préconisé : coton 2 ans, mil rouge 2 ans, jachère 4 ans, est à peu près suivi.

Les occupants des nouveaux petits hameaux sèment toutefois autour de leurs habitations le mil jaune traditionnel, le seul qui convienne aux sacrifices et le plus apprécié pour la « boule ». Certains ont conservé des parcelles en montagne pour en avoir largement. Réciproquement, la plupart des familles restées sur le massif ont en plaine un champ de coton, et souvent également un champ de mil rouge. Ce mil de plaine complète la récolte de montagne et est utilisé surtout pour faire la bière.

La propriété familiale, toujours fermement maintenue en montagne et sur sa bordure immédiate, a disparu en plaine : après 5 années de jachère, un champ retombe dans le patrimoine commun et peut être repris par un nouveau cultivateur.

Nous sommes donc en présence à Wazan d'une agriculture mixte, où deux systèmes de culture, de montagne et de plaine, se juxtaposent, pratiqués par les mêmes exploitants, le second tendant à prendre de plus en plus d'importance. Solution satisfaisante à certains égards car elle élève le niveau de vie sans entraîner des bouleversements trop profonds, mais qui n'est peut-être qu'une étape précédant des transformations plus radicales.

3. Des massifs en voie d'abandon : l'exemple de Moskota

Le cas de Moskota, chez les Matakam, décrit par J. BOUTRAIS (1974), est celui d'un massif presque totalement déserté. Cette évolution brutale tient à deux causes. D'une part le massif surplombe un large piémont autrefois inoccupé, que prolonge le canton de Mozogo, peu peuplé et doté d'excellentes terres à coton. A l'intérieur du réseau lâche formé par les villages mandara les Matakam ont l'espace disponible pour créer de nouveaux quartiers. D'autre part, Moskota dépend depuis 1965 d'un chef de canton islamisé qui s'efforce d'accélérer le mouvement.

Dans une première étape, vers 1962-63, de nombreux habitants de Moskota descendent au pied du massif. Au début, comme les agriculteurs de Wazan, ils mènent de front l'exploitation des champs de montagne et de piémont, mais très vite les premiers sont abandonnés.

Malheureusement les sols de piémont sont ici constitués de sables grossiers peu fertiles, qui s'épuisent rapidement. De plus, des éleveurs foulbé avaient pris l'habitude de faire paître leurs troupeaux dans ce secteur jadis inoccupé ; les dégâts causés aux champs découragent les nouveaux venus. Entre

(1) Nous nous appuyons sur les renseignements communiqués par J. F. VINCENT et sur nos propres observations faites en septembre 1971.

(2) CFDT, C^{ie} Française pour le Développement des Fibres Textiles.

1965 et 1969 un tiers de la population émigre vers la plaine de Mozogo, ou va grossir le village créé plus au sud par le chef de canton. Piémont et montagne continuent depuis à se vider progressivement.

Quelques rares habitations subsistent encore sur le massif entourées de leurs champs, mais la plupart des pentes sont passées à l'état de friches, striées par l'alignement des terrasses en voie de dégradation, et « présentent le paysage accablant de montagne désertée ». Les basses pentes sont parcourues par des troupeaux de bovins qui activent l'éboulement des murets et font démarrer l'érosion. « A partir de ce point d'évolution toute reprise des cultures sur la montagne s'avère impossible ».

Des exemples de quasi-désertion des massifs se rencontrent également chez les Mouyeng et les Mada, mais ici les piémonts demeurent très occupés. Chez les Mouyeng qui habitaient un « massif-île » se détachant à l'est de la chaîne montagneuse, M. RICHARD (1972) constate en 1971 que seules restent encore en montagne les deux grandes autorités religieuses, entourées de quelques vieillards. Toute la population se dissémine autour du massif ou est partie coloniser les plaines du nord. Chez les Mada, l'abandon n'est pas encore total, mais une bonne moitié d'entre eux a émigré au loin, et les autres se sont installés pour la plupart sur la petite plaine ou le plateau qui bordent à l'est et à l'ouest le secteur montagneux qu'ils occupaient.

* * *

Ces quelques cas de désertion conduisent à se poser la question : n'est-ce pas là le stade ultime vers lequel s'acheminent, à des rythmes divers, toutes les zones montagneuses du nord des Mandara ?

Le modèle de développement qui sous-tend les actions de modernisation est conçu pour la plaine ou le plateau : les deux cultures commerciales proposées, arachide et coton, les seules à offrir des débouchés suffisants et à apporter des revenus appréciables, ne conviennent pas aux secteurs accidentés ; d'autre part les mouvements de descente de l'habitat sur les piémonts, et a fortiori l'émigration plus lointaine, entraînent, dès qu'ils sont généralisés l'abandon des cultures de mil sur les massifs ; celles-ci dépendent en effet d'un habitat dispersé et dense de pente, qui apporte une fumure spontanée et rend possible la fertilisation volontaire. Ces actions, auxquelles adhère un nombre croissant de montagnards, soucieux d'augmenter leurs revenus monétaires ou désireux d'échapper à une coutume jugée contraignante, aboutissent donc logiquement à la désertion des montagnes.

Une telle perspective soulève une série de problèmes préoccupants pour l'avenir.

— *La stérilisation de la montagne et la dégradation des terrasses.* Transformer en friches inutiles des espaces intensément cultivés, stériliser une partie du territoire d'une région dans l'ensemble très peuplée, n'est pas un objectif séduisant.

De plus, l'abandon des cultures en montagne entraîne, à plus ou moins longue échéance, la disparition des terrasses. Or non seulement celles-ci évitent l'érosion des pentes, mais elles ont sûrement un effet régulateur sur les cours d'eau ; elles limitent les dégâts des crues qui emportent en plaine les terrains les plus fertiles, alluvions récentes déposées le long des rives où le coton donne d'excellentes récoltes. Leur suppression risque donc d'avoir des répercussions néfastes sur la plaine en y accélérant les processus érosifs, ceci au moment même où l'on s'inquiète d'une évolution climatique marquée par une modification des précipitations qui tombent en averses plus rapprochées et plus torrentielles, provoquant des crues brutales et dévastatrices.

— *Le surpeuplement de la plaine.* Traditionnellement bien peuplées par des populations musulmanes, les plaines qui entourent la zone montagneuse sur une largeur d'une vingtaine de kilomètres ont absorbé depuis deux décennies des contingents importants de montagnards. Ceux-ci ont permis une mise en valeur plus poussée, et ont contribué au développement du coton. Mais déjà dans certains secteurs, les plus proches de la montagne, les densités dépassent les limites souhaitables, d'autant plus que la culture attelée permet d'augmenter la superficie des exploitations. La reconstitution des sols repose ici sur la jachère, qui tend à se réduire de façon excessive. Il en résulte un risque de dégradation du capital pédologique, l'apparition d'un marché de la terre avec des prix de location élevés, et bien souvent des frictions entre autochtones et nouveaux venus.

Notons à ce sujet que l'accusation parfois portée contre les musulmans « d'exploiter » les païens en leur faisant payer des locations abusives ou « d'accaparer » les bonnes terres à leur dépens nous paraît injuste. Les habitants de la plaine ont bien accueilli les montagnards tant qu'ils n'étaient pas nombreux, leur laissant gratuitement des terres inoccupées, parfois des terres excellentes. Ils continuent de le faire dans les zones encore peu peuplées. Les attitudes nouvelles sont, à notre avis, la réaction normale de paysans qui s'inquiètent à juste titre de l'afflux devenu massif qu'on leur impose, et qui commencent à ressentir le problème de la rareté de la terre.

On voit mal dans ces conditions comment les populations nombreuses qui habitent encore en montagne pourraient s'insérer à leur tour, à moins qu'elles ne se résignent à des déplacements beaucoup plus lointains.

— *Le déracinement des ex-montagnards installés en plaine.* En quittant son massif pour la plaine, le montagnard laisse une civilisation pour trouver un monde différent, imprégné par l'Islam. Certains observateurs comptent sur ce dépaysement pour le forcer à abandonner des comportements sclérosés, à briser les clivages claniques ou ethniques. Mais comme l'écrit HALL (1), « quels que soient ses efforts désespérés, l'homme ne peut se dépouiller de sa propre culture, car elle a pénétré les racines de son système nerveux et détermine la façon dont il perçoit le monde ». C'est pourquoi une évolution, si souhaitable soit-elle, ne peut se réaliser harmonieusement que lentement, en ménageant des transitions.

La volonté du migrant de s'éloigner le moins possible de chez lui, sans dépasser la vingtaine de km qu'il peut parcourir dans la journée, témoigne de son besoin de ne pas se couper de ses origines. Ainsi évite-t-il précisément les ruptures trop brutales, les mutations traumatisantes. Tant qu'il peut retourner fréquemment sur son massif, où il revient éventuellement finir ses jours, où il sait qu'on portera son corps après sa mort, il n'est pas complètement déraciné. Mais qu'advient-il si son milieu de référence est déserté, ou s'il doit émigrer vers les plaines peu peuplées de la Bénoué, à plus de 100 km de là, et ne peut plus renouer, même épisodiquement, avec sa civilisation ?

Déjà l'instabilité des païens installés en plaine, le développement inquiétant de l'alcoolisme, traduisent leur difficulté d'adaptation. C'est au danger d'une dégradation des hommes que les responsables du pays ont dès maintenant à faire face.

III. Pour un projet original de développement

Si l'évolution actuelle tendant à la désertion des reliefs accidentés paraît dangereuse, le maintien de la situation traditionnelle n'est ni souhaitable ni possible. Ni souhaitable car il n'est pas légitime de prendre son parti de l'état de pauvreté dans lequel vivent les populations ; ni possible car celles-ci de plus en plus, veulent en sortir : même si les pressions administratives se relâchaient, il est probable que le mouvement d'abandon amorcé se poursuivrait.

Mais ne peut-on envisager trouver une troisième voie qui permette au montagnard d'accéder à une économie de marché sans quitter son milieu ? En d'autres termes, ne pourrait-on introduire des pro-

ductions à la fois aisément commercialisables et adaptées aux conditions particulières rencontrées en montagne ?

Un tel projet devrait s'appuyer étroitement sur les possibilités offertes par le milieu.

A. LES RESSOURCES DU MILIEU MONTAGNARD

1. *Le milieu physique*

Les zones accidentées sont constituées de surfaces rocheuses nues et d'arènes formées par la désagrégation du socle. Les terrasses permettent l'utilisation intensive des arènes. Sans elles les pluies provoqueraient inévitablement des ravinements et entraîneraient vers le bas des pentes les particules fines du sol. Grâce à elles le ruissellement est réduit au maximum, l'eau s'infiltré dans le sol, profitant pleinement aux plantes, puis pénètre dans la roche-mère, provoquant l'altération chimique le long des diaclases. Le socle situé à faible profondeur (25 cm à 1 m) joue ainsi le rôle de réservoir d'eau, et assure par remontée capillaire, le maintien de l'humidité du sol entre deux averses. La composition des arènes est assez variable, nous l'avons vu, suivant la nature de la roche mère ; elles comportent toujours une forte proportion de cailloux, graviers et sables grossiers, ce qui leur donne une faible capacité de rétention d'eau, mais la proportion d'éléments fins, argiles et limons, est loin d'être négligeable (souvent de l'ordre de 10 %) et les pierres ne sont pas nombreuses car elles ont été retirées pour la construction des murets de soutènement (D. MARTIN, 1966).

Ainsi transformé, le milieu physique est favorable aux cultures, et peut devenir très bon lorsque s'y ajoute la fumure. Les quelques études de rendement faites sur des champs de sorgho (malheureusement trop peu nombreuses pour être extrapolables à l'ensemble montagneux) font apparaître des résultats assez remarquable, d'autant plus que des plantes secondaires (haricots, eleusine) viennent s'ajouter à la récolte du sorgho :

— Hodogway, 1965, d'après la pesée du mil récolté sur 2 champs situés sur des pentes fortes : 1227 kg/ha.

— Massif Ouldémé, 1971, mesures sur 7 rectangles de 15 m² dispersés sur les hauteurs habitées : 1276 kg/ha.

— Magoumaz, 1966, d'après la pesée de la récolte totale du mil de 12 exploitations : 601 kg/ha (2).

(1) HALL E.T. La dimension cachée. Le Seuil.

(2) D'après J. BOULET qui a procédé à cette dernière enquête, ce chiffre doit être augmenté de 10 à 20 % car les superficies concernées comportent de nombreuses surfaces rocheuses non cultivées.

Si l'on rapproche ces chiffres du rendement moyen du sorgho au nord du Cameroun, estimé à 750 kg/ha, et si d'autre part on se souvient que contrairement aux plaines, la montagne est cultivée en permanence et depuis des générations, cette dernière apparaît finalement comme un milieu privilégié, à condition bien sûr d'y maintenir terrasses et fumure.

Plateaux et franges de piémont font, nous l'avons vu, partie intégrante de l'espace exploité par les montagnards. En plaine, les piémonts sont constitués de sols variés, se présentant parfois sous forme de catena à partir de la base des massifs :

— sols sableux grossiers, fragiles et s'épuisant rapidement ;

— sols sableux fins, moins fragiles, ayant une bonne capacité de rétention d'eau ;

— sols sablo-argileux, bien structurés, convenant au coton ;

— sols sableux sur horizon sablo-argileux ; cet horizon tend à présenter un excès de sodium, entraînant un drainage déficient.

Les surfaces des plateaux sont formées essentiellement de lithosols dérivant soit directement du socle, soit des colluvions déposées au pied des massifs. Ils se caractérisent par l'abondance des cailloux et graviers et le faible taux d'argile.

Les ressources apportées par la végétation naturelle doivent également retenir l'attention. A l'origine les montagnes étaient couvertes de forêts tropicales dont ne subsistent plus que de rares témoins, et toutes les traditions orales font état des travaux de déboisement auxquels ont dû se livrer les premiers occupants. La végétation est aujourd'hui complètement domestiquée. Les pentes sont couvertes d'un parc arboré peu dense, pour gêner le moins possible les cultures, constitué d'espèces sélectionnées pour leur utilité : arbres fournissant des fruits intéressants (caillédrats, tamariniers, papayers), des perches pour les toits de case (jubiliers), des feuilles pour le bétail, ou du bois de chauffage. Les *Acacia albida*, dont les paysans connaissent bien le rôle bénéfique pour leurs cultures, sont souvent préservés, sans cependant constituer, à quelques très belles exceptions près, des parcs homogènes.

Les arbres représentent donc une ressource intéressante, peut-être insuffisamment mise en œuvre par les montagnards qui n'en plantent jamais.

Les modifications apportées au climat par l'altitude donnent aux hauts-massifs une écologie particulière. Études et mesures manquent presque totalement en ce domaine, mais il est certain que les températures s'abaissent, les précipitations, les brumes et les rosées sont plus abondantes, le degré hygrométrique de l'air s'élève, à mesure que l'on approche des sommets. Ces changements se traduisent dans la végétation.

Sur les hauteurs d'Oupay ont été découvertes des espèces arbustives et herbacées inconnues dans la région, mais que l'on retrouve dans certaines zones montagneuses d'Afrique orientale, notamment en Éthiopie (LETOUZEY, 1968).

Les montagnards ne tirent parti que très discrètement de ces particularités, en adoptant à partir de 900 à 1.000 mètres des plantes secondaires exigeant plus d'humidité. Les jardins de case, plantés en maïs et en tabac sur les bas-massifs, sont consacrés sur les hauts-massifs au taro et à l'igname. La patate, absente des piémonts et des basses pentes, apparaît plus haut, sur les plateaux et dans les fonds de vallon. Une agriculture modernisée devrait sans aucun doute tenir davantage compte des possibilités offertes par le climat d'altitude, et adopter un système d'étagement des cultures.

Enfin, alors qu'en règle générale les zones montagneuses souffrent de l'isolement et des difficultés de circulation, les Monts Mandara grâce à la configuration générale du relief et au plateau intérieur qui s'insère entre les chaînes de montagne sont aisément pénétrables. La largeur des alignements montagneux qui s'allongent à l'est et à l'ouest du plateau central excède rarement 10 km, et les massifs qui les compartimentent sont bordés dans la majorité des cas par la plaine ou le plateau, et sont souvent atteints ou longés par une piste.

Paradoxalement, la région est même, dans une certaine mesure, favorisée en saison des pluies. À cette époque, les plaines voisines sont coupées par de larges rivières et parsemées de plaques boueuses où s'enlisent les voitures, tandis que la circulation reste facile sur les sols caillouteux des plateaux et que de simples radiers suffisent pour franchir les cours d'eau, ici proches de leur source. Avant que des ouvrages d'art aient été construits, la seule route permanente reliant Garoua à Maroua empruntait les Monts Mandara sur toute leur longueur, et encore aujourd'hui il n'est pas rare que la destruction d'un des ponts de la route de plaine à la suite d'une crue violente provoque le détournement du trafic routier par la montagne.

2. Les hommes

R. BADOIN (1971), distinguant l'agriculteur du paysan et énumérant les caractères propres à ce dernier, trace un portrait qui coïncide presque trait pour trait à celui qu'on pourrait faire du montagnard des Mandara.

Travailleur acharné et ingénieux, sachant « donner au sol une certaine fertilité à partir de son travail » qui « constitue le principal des facteurs de production qu'il met en œuvre », utilisant surtout des techniques « issues du monde agricole et dans la mesure du

possible de son exploitation », le paysan décrit par R. BADOVIN est en outre « un terrien » qui connaît de façon précise les moindres particularités de ses champs dont « il apprécie d'être propriétaire », un chef de famille, « exploitation et famille vivant en symbiose » un homme enraciné dans son milieu et sa communauté villageoise, tout en sachant préserver son autonomie et en étant fier de son indépendance. Seules manquent à l'habitant des Mandara pour être conforme au modèle l'insertion dans une économie monétaire et l'ouverture sur le marché, l'agriculture montagnarde étant essentiellement destinée à l'auto-subsistance.

Avec ses montagnards, le Cameroun dispose du type d'hommes qui a fait la richesse de l'Europe aux siècles derniers et que l'on rencontre assez rarement en Afrique. R. BADOVIN nous rappelle que « maints pays du tiers-monde s'efforcent de transformer leurs cultivateurs en paysans ».

Il faut d'autre part noter que l'habitant des Monts Mandara n'est pas réfractaire à toute forme de changement. Son esprit conservateur, signalé plus haut, joue surtout pour les transformations qui lui sont imposées de l'extérieur et qui sont susceptibles d'entraîner des bouleversements sociaux ou des remises en cause trop profondes de son système de production traditionnel. Mais s'il le veut bien, il sait s'adapter au changement. La façon dont il a intégré l'arachide dans son système agraire, l'implantant sur les terrains les plus propices et adoptant spontanément une rotation avec le sorgho, en témoigne. Deux expériences de villages pilotes créés en piémont, Gujimdélé chez les Mouktélé et K'ftah chez les Matakam, menées avec le souci de laisser une large part d'initiative aux participants, ont bien réussi. Enfin, une étude réalisée sur les marchés de la région montagneuse et des plaines voisines (HALLAIRE, 1972) montre que les montagnards les fréquentent assidûment et y procèdent à de multiples petites transactions, portant en particulier sur leurs plantes secondaires. Certains d'entre eux ont pris eux-mêmes en main le commerce de détail de leurs massifs. Cette activité ne porte certes encore que sur des quantités minimales, mais prouve leur intérêt et leurs capacités en ce domaine.

Un dernier aspect positif doit être souligné. Alors que tant de sociétés du monde tropical ont été déstructurées par les bouleversements apportés par la colonisation, nous sommes ici en présence, peut-être plus pour longtemps si l'évolution actuelle se poursuit, de populations qui ont encore gardé à peu près intactes leurs coutumes, leurs traditions, leurs

valeurs, leur cohésion. Il en résulte de nombreux archaïsmes, mais également une harmonie, un sens des solidarités, et finalement une certaine joie de vivre qui expliquent l'attachement que beaucoup, même parmi les jeunes, éprouvent encore à l'égard de leur massif.

Loin de nous l'idée de vouloir faire de la région un conservatoire des modèles traditionnels à l'usage des touristes en quête d'exotisme ou des ethnologues attachés à l'étude des « primitifs ». Mais est-il utopique d'espérer une évolution de ces sociétés s'appuyant sur leurs dynamismes internes et conforme à leur génie propre? S'interrogeant sur l'avenir des Matakam et se demandant si l'individu n'a d'autre alternative que « la fidélité entière ou le reniement total », J. Y. MARTIN décèle, même dans le cadre traditionnel tel qu'il se maintient dans les massifs, des tendances évolutives, notamment dans les rapports entre les sexes et entre les générations, et conclut que « la continuité n'est pas incompatible avec une certaine adaptation » (MARTIN, 1970).

En définitive, les Monts Mandara disposent d'une série d'atouts dont certains n'ont pas été utilisés, dont d'autres risquent de disparaître, mais sur lesquels il semble possible de fonder une économie moderne. Économie très différente, certes, de celle des plaines voisines où le développement repose sur deux cultures et une technique exclues ici, (le coton, le mouskwari (1) et la culture attelée), mais dont il s'agit de trouver la voie.

B. SUGGESTIONS POUR UN AMÉNAGEMENT DES ZONES MONTAGNEUSES

Deux idées essentielles doivent guider le choix des innovations à tenter : elles doivent d'une part, dans la mesure du possible, permettre la conservation — au moins partielle — des terrasses, ce qui implique le maintien d'une utilisation permanente du sol ; d'autre part, réduire le blocage constitué actuellement par le manque de temps en assurant un meilleur étalement des travaux. D'où la nécessité de chercher à développer des productions réclamant la main d'œuvre paysanne pendant les derniers mois de la saison des pluies, ou mieux encore en saison sèche.

Il n'est pas question de préconiser ici tel ou tel système de culture adapté à la zone montagneuse. C'est par des expérimentations entreprises par des techniciens compétents, puis par des essais auprès des paysans et en étroite collaboration avec eux, en s'appuyant notamment sur la connaissance très

(1) mouskwari, sorgho repiqué de saison sèche.

précise qu'ils possèdent de leurs terroirs, que pourrait être mis en place, par approximations successives, un nouveau type d'économie répondant à la fois aux possibilités du milieu physique et aux aptitudes et disponibilités des populations. Nous nous bornerons ici à suggérer quelques pistes.

1. Le développement des plantes secondaires tardives

Les montagnards consacrent actuellement environ 97 % de leurs superficies cultivées au mil et à l'arachide, contre 3 % aux cultures secondaires : souchet, voandzou, tabac, patate, taro, etc. Celles-ci (cf. fig. 2) nécessitent les soins des paysans à partir du 15 juillet, c'est-à-dire précisément pendant cette deuxième partie de la saison des pluies qui laisse les paysans en partie inoccupés. Leur extension ne devrait donc pas en principe, nuire aux deux cultures principales, là du moins où l'espace ne manque pas. Or il s'agit de plantes pour la plupart intéressantes sur le plan nutritionnel (en particulier le voandzou et les tubercules), qui permettraient de varier le régime alimentaire des populations du nord du Cameroun, trop exclusivement centré sur le mil, et qui sont donc susceptibles d'avoir des débouchés importants au niveau régional.

Depuis quelques années les montagnards tendent d'ailleurs spontanément à développer ces différentes productions qui font l'objet de multiples petites transactions sur les marchés locaux, mais elles restent encore dérisoires. C'est par quelques kilos que les femmes descendent vendre leur souchet, leur voandzou ou leur taro, les hommes leur tabac. Seule la patate, sur le plateau Matakam, prend parfois une grande importance.

La difficulté de la commercialisation et l'exigüité des débouchés actuels expliquent pour une large part le faible intérêt que leur accordent les producteurs. Le voandzou est acheté par les femmes Mandara qui le revendent sur les marchés de plaine, notamment à Maroua, après l'avoir fait cuire : leurs achats ne portent que sur de petites quantités. Le taro a essentiellement pour clientèle les fonctionnaires sudistes de la ville de Mokolo. Le marché de la patate est un peu mieux organisé : des commerçants viennent l'acheter sur quelques marchés locaux (essentiellement Mokolo) et l'expédient par camion vers les villes de la plaine ; mais les points d'achat sont trop peu nombreux pour une marchandise pondéreuse qui doit être transportée à tête d'hommes sur de longues distances. La mise en place d'une infrastructure commerciale assurant aux agriculteurs

l'écoulement facile et certain de ces produits, analogue à celle qui s'est mise en place pour des marchandises vendues en plaine telles que le mil ou les oignons, serait une des conditions indispensables pour les déterminer à dépasser le stade actuel.

Des améliorations techniques portant sur les façons culturales ou la qualité des semences devraient également être mises à l'étude. L'attention devrait enfin porter sur la localisation la plus favorable de ces différentes plantes, compte tenu des sols et des micro-climats, et l'on aboutirait très probablement à renforcer l'étagement des cultures qui se dessine déjà à l'heure actuelle : igname et taro sur les hauts massifs, patate sur le plateau, tabac et voandzou sur les bas massifs et leurs bordures.

Enfin, à côté de ces cultures déjà connues, il est très probable que d'autres plantes seraient intéressantes à introduire. Nous pensons notamment au haricot dolique, au manioc, au soja. Il y a là tout un domaine où des expérimentations seraient souhaitables.

2. Introduction de cultures jardinées dans les secteurs humides de fond de mayo (1)

En bordure ou à proximité des massifs, tant sur le plateau qu'en plaine, parfois dans les vallons intra-montagnards, se rencontrent fréquemment le long des mayos de petits secteurs marécageux en saison des pluies, et qui restent humides en saison sèche moyennant quelques aménagements sommaires. Ces emplacements sont propices à l'implantation de cultures spéciales à hauts rendements, notamment aux cultures maraîchères ; ils peuvent donner lieu à deux récoltes par an et occuper utilement le paysan en pleine saison sèche. Les montagnards, habitués à apporter des soins attentifs à leurs cultures, s'adaptent très rapidement aux techniques intensives et aux aménagements agraires imposés par ce type de production.

Examinons le cas de l'un de ces secteurs, occupant une quinzaine d'hectares dans la plaine de Koza, où un village, K'ftah, a été créé en 1964 à l'instigation d'une mission catholique voisine et a bénéficié pendant 3 années des conseils techniques d'un animateur rural. En 1970, on relevait, outre le mil, les cultures suivantes (2) :

- maraîchage . . 50 ares (tomates, salades, radis, poireaux, carottes, etc.)
- riz 7 ha rendement 4 tonnes/ha

(1) mayo : rivière, cours d'eau en fulfuld.

(2) Renseignements communiqués par J. BOISSEAU.

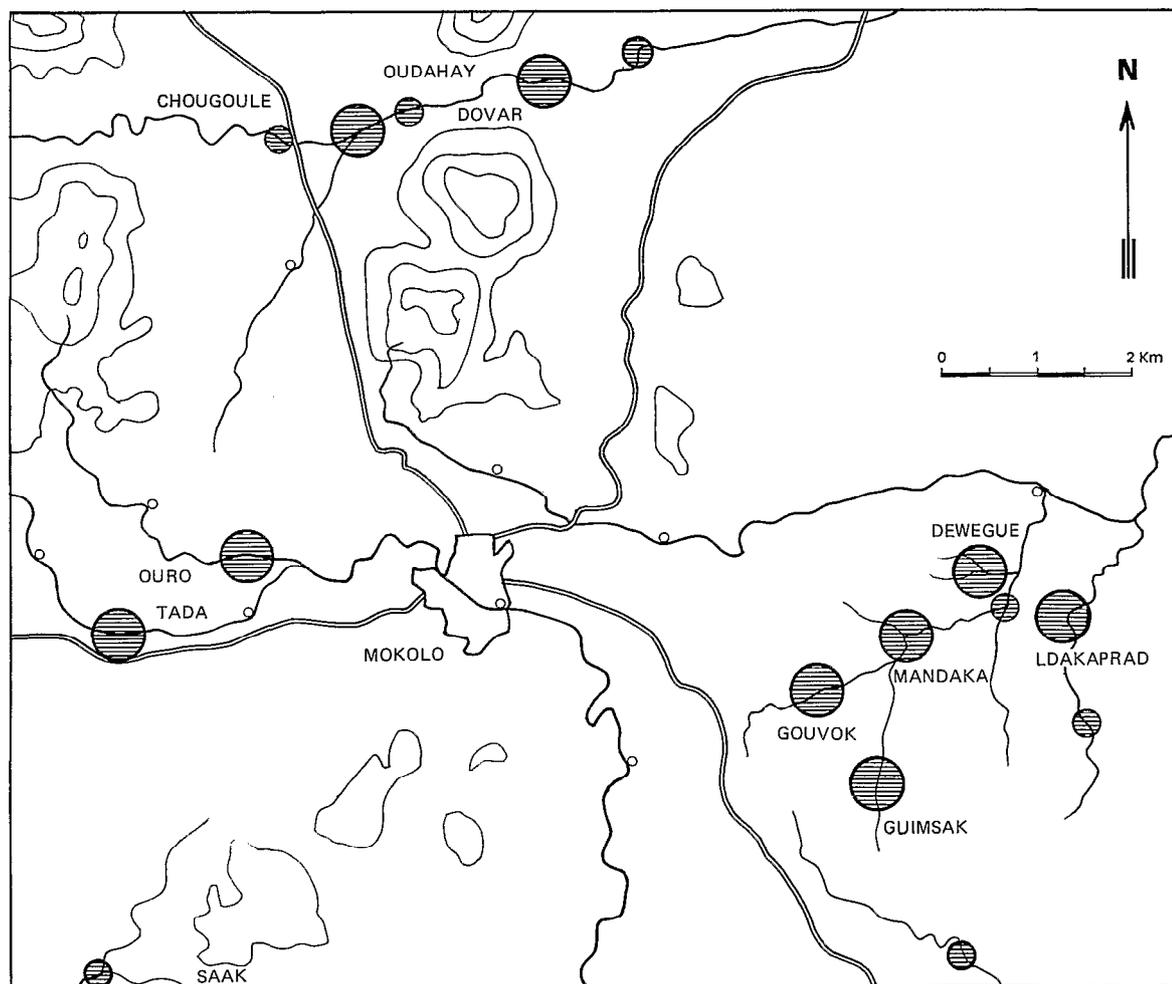


Fig. 3. — Jardin de légumes, vergers, champs de canne à sucre autour de Mokolo (d'après B. STECK, 1972).

- patate 4 ha rendement 5 tonnes/ha
- canne à sucre. 2 ha
- banane..... 50 ares

Le secteur de K'ftah ne constitue pas une exception. Sur le plateau matakam dans un rayon de 5 à 6 km autour de Mokolo, se sont multipliés les jardins dont la production est écoulee auprès des habitants de la ville (fig. 3). On en rencontre également le long du mayo Moskota, à son débouché dans la plaine de Koza.

Mais le principal handicap dont souffre ce type de cultures est l'insuffisance des débouchés. Si le riz et la canne à sucre commencent à être consommés par les masses paysannes, par contre les cultures maraî-

chères s'adressent à une clientèle beaucoup plus réduite : Européens (hôtels pour touristes), citadins aisés, et leurs débouchés sont très réduits.

Si ce problème était résolu grâce à une augmentation de la consommation locale ou à l'établissement de liaisons régulières avec les grandes villes du nord, il est certain qu'un effort de prospection systématique de ces zones privilégiées devrait être entrepris.

Le développement des plantes secondaires tardives ou des cultures maraichères ne modifierait pas profondément le système actuel, puisqu'il s'agirait seulement de donner plus d'importance à des productions déjà connues. Mais d'autres innovations, plus révolutionnaires, devraient également être envisagées, et tout d'abord dans le domaine de l'arboriculture.

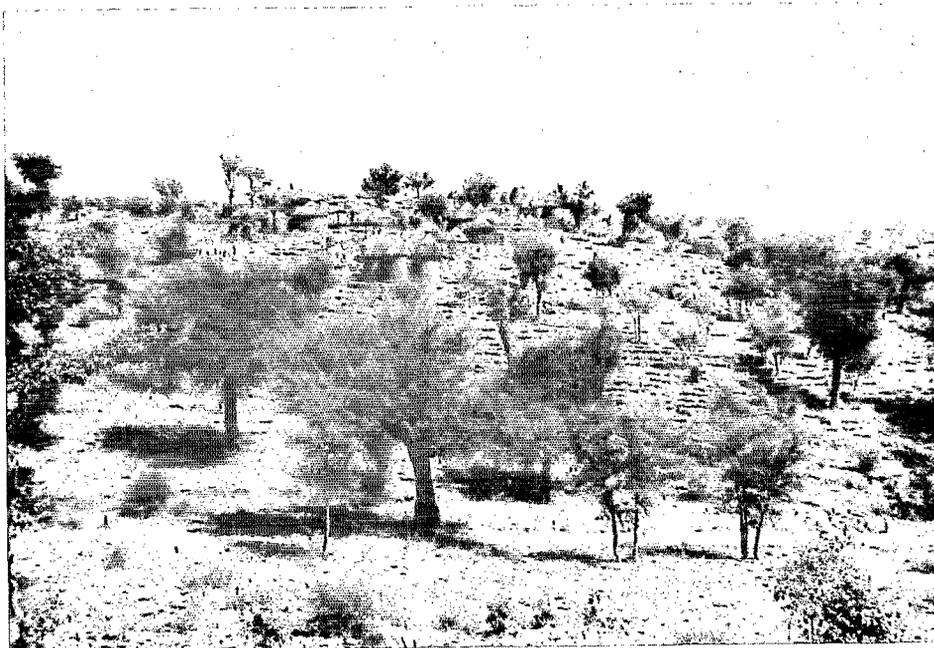


Photo 1. — Sur un massif Podoko, une image de la civilisation traditionnelle encore intacte ; habitat dense sur les hauteurs, terrasses, parc clair d'arbres utiles (*Acacia albida*, jujubiers).

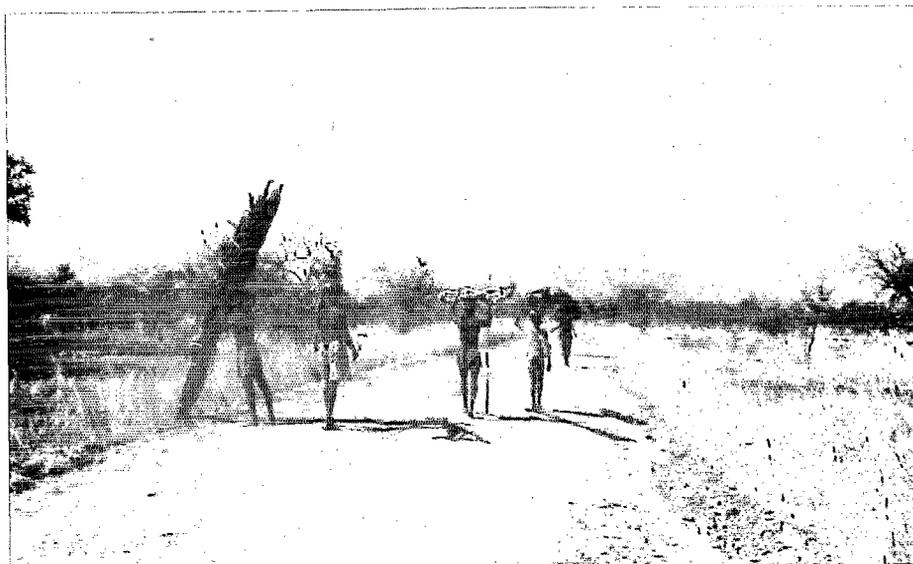


Photo 2. — Montagnards matakain à la recherche de revenus monétaires en saison sèche. Ils ont coupé en plaine du bois qu'ils vont vendre aux citadins de Mora.

3. Les arbres

Dans les zones montagneuses, l'intérêt pour la conservation des sols d'un couvert boisé est bien connu. Dans la mesure où, par suite d'une forte diminution des densités, les terrasses ne pourraient plus être partout maintenues, un projet d'aménagement des Monts Mandara devrait sans aucun doute accorder une place importante aux arbres.

Parmi les espèces déjà présentes, nous avons signalé plus haut l'*Acacia albida*, dont l'utilité n'est plus à démontrer, et qui peut parfaitement coexister avec les cultures. Pour en favoriser le développement, sans doute serait-il bon d'envisager, outre un effort de propagande, des mesures telles que des primes pour la constitution d'un parc homogène, ou le paiement d'une somme en cas d'abattage. Des règles de ce type ont été édictées en pays massa, le long du Logone, pour protéger le rônier.

Intéressante également serait la création d'une arboriculture fruitière. Citronniers, pamplemoussiers, manguiers, goyaviers, réussiraient probablement sur certaines pentes ou en piémont. Des plantations d'essai faites en pays matakam sur les massifs de Mazay et d'Ouzal auraient été couronnées de succès.

Enfin, des cultures arbustives encore jamais tentées trouveraient peut-être dans ces montagnes un terrain favorable. L'*Arabica*, cultivé en Éthiopie à une latitude assez semblable, et qui apprécie le climat d'altitude et les versants bien égouttés, ne prospérerait-il pas sur les hauts massifs humides ou sur certains secteurs plus méridionaux du plateau? Le mûrier introduit avec succès aux environs de Mora ne pourrait-il être utilisé comme couverture arbustive sur certaines pentes, tout en offrant par ses feuilles un appoint alimentaire au bétail?

Bien d'autres espèces utiles mériteraient sans doute d'être tentées. Un effort de prospection systématique fondé sur l'examen des cultures arbustives ou arborées des zones montagneuses à climat semblable permettrait de les découvrir.

4. Développement et modernisation de l'élevage

L'élevage est pratiqué par tous les montagnards, mais son intérêt sur le plan économique est des plus réduits. Chaque famille a quelques volailles, 3 ou 4 chèvres ou moutons, et chez certaines ethnies, 1 ou 2 bovins. Les taurillons sont achetés sur les marchés de la plaine et engraisés à l'étable pour être tués après 2 ou 3 ans, lors de la fête des ancêtres.

Poulets et chèvres sont également élevés à des fins essentiellement religieuses, pour être sacrifiés en maintes occasions. La traite du lait est totalement inconnue. Pendant la saison des pluies, le bétail vit enfermé en étable, et on lui apporte chaque soir herbes et feuilles comestibles. En saison sèche, dès que les récoltes mises en tas pour sécher sont protégées, chèvres et moutons sont lâchés chaque matin et se nourrissent par eux-mêmes, tandis que les bovins restent dans leur case, alimentés par les réserves de foin que les paysans ont constituées à leur intention.

Les Monts Mandara sont dans l'ensemble une région favorable à l'élevage, comme en témoigne l'attirance des pasteurs transhumants qui viennent des plaines du Diamaré ou du Nigéria faire paître leurs troupeaux sur les plateaux peu peuplés du sud, aussi bien en saison sèche qu'en saison des pluies. Les épidémies, la tripanozomiose, y provoquent moins de ravages qu'en plaine. Seules les maladies pulmonaires, atteignant notamment le cheptel caprin, y sont plus meurtrières qu'ailleurs.

Le développement du petit bétail, ovins et caprins, élevés surtout à l'étable et nourris par les plantes fourragères, peut-être également l'introduction de porcins, pourraient apporter des ressources intéressantes et favoriser l'agriculture grâce à l'augmentation de la production de fumier. En ce qui concerne les bovins, les complémentarités régionales pourraient être mises en œuvre en utilisant la plaine comme pays naisseur et la montagne pour l'embouche : on reproduirait ainsi ce qui existe actuellement à l'état embryonnaire avec le « bœuf de case ».

Un tel projet supposerait évidemment le développement des espèces fourragères, notamment de l'*Acacia albida*, ou l'introduction de nouvelles plantes telles que le stylosanthès pour les bovins, le manioc pour les porcs. Il s'agit là d'innovations difficiles à introduire, mais il faut noter que les feux de brousse, principal obstacle auquel se sont généralement heurtés en Afrique les efforts dans ce domaine, sont exceptionnels dans ces régions surpeuplées. D'autre part, il est sans doute moins ardu de transformer en éleveurs intensifs d'authentiques paysans que des pasteurs habitués aux méthodes d'élevage extensif.

L'élevage dans les plaines du nord du Cameroun subit actuellement une crise. L'augmentation des superficies exploitées, du fait notamment des progrès du coton, pose avec une acuité croissante le problème de la coexistence du cheptel et des cultures. En outre, la transhumance de saison sèche vers les yaéré (1)

(1) Surfaces inondées en saison des pluies par les déversements des fleuves et cours d'eau, et qui peuvent, normalement, servir de pâturages en saison sèche.

du nord est compromise depuis quelques années par la sécheresse. Une reconversion des Monts Mandara vers l'élevage leur permettrait peut-être de prendre le relais des plaines voisines dont le système pastoral ne pourra que s'intégrer de plus en plus difficilement dans une économie modernisée.

Conclusion

Le nord du Cameroun se caractérise par la diversité de ses milieux naturels. Si les plaines du Diamaré et les régions inondées bordant le Logone, orientées les premières vers le coton, les secondes vers le riz, ont bénéficié d'une politique agricole conforme à leur vocation naturelle respective, il n'en est pas de même des Monts Mandara qui constituent un milieu physique bien particulier, et dont la voie reste à trouver.

Face à des montagnes à la fois surpeuplées, pauvres et intensément utilisées, les autorités administratives n'ont d'abord eu qu'un objectif essentiel : réduire les densités en encourageant les mouvements de descente. Il n'était guère possible en effet d'envisager des innovations chez des paysans disposant seulement de quelques dizaines d'ares leur permettant de subsister.

La situation n'est plus la même aujourd'hui. L'émigration reste encore souhaitable en certains secteurs, mais bien des zones ne présentent plus de charges humaines excessives. Une deuxième étape, plus constructive, doit maintenant être abordée, et

doit l'être d'urgence avant que les phénomènes de dégradation du milieu qui ont été évoqués ne compromettent l'avenir.

Toute action menée en vue du développement agricole doit éviter deux risques. D'une part, le risque technocratique : il faut exclure toute solution qui ne tiendrait pas compte des dynamismes naturels et humains. Dans le cas des Monts Mandara où l'on est en présence d'un milieu physique fragile et de sociétés ayant su s'y adapter parfaitement, il est, plus encore qu'ailleurs, indispensable de s'appuyer sur les structures en place et sur le savoir empirique du paysan. Mais il faut également se méfier de l'illusion contraire consistant à compter exclusivement sur le pouvoir auto-régulateur des systèmes traditionnels. Créer chez les populations des besoins nouveaux, transformer leur habitat, apporter quelque innovations techniques, et laisser ensuite les systèmes agraires s'adapter au changement par le jeu des réajustements spontanés et des initiatives locales, risque de conduire — les exemples abondent en Afrique — à la détérioration du milieu, dont les sociétés concernées ont perdu le contrôle. Ce danger, on l'a montré plus haut, est particulièrement redoutable ici.

La région des Mandara est engagée dans la voie du changement. Elle peut occuper une place utile dans l'économie du pays si une politique visant à mettre en œuvre ses atouts est adoptée, et à condition que s'instaure une collaboration étroite entre ses habitants et les techniciens du développement.

Manuscrit reçu au S.C.D. de l'O.R.S.T.O.M. le 29 janvier 1975.

BIBLIOGRAPHIE

- BADOUIN (R.), 1971. — Économie rurale. A. Colin éd. 600 p.
- BOULET (J.), 1971. — Magoumaz, étude d'un terroir de montagne en pays Mafa. O.R.S.T.O.M., 148 p. *multigr.*
- BOUZAIS (J.), 1974. — La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun (Monts Mandara), O.R.S.T.O.M., *Trav. et Doc.*, n° 24, 280 p.
- ERARHT (V.), 1971. — Une expérience d'animation rurale, 18 p. *multigr.*
- GUILLARD (J.), 1965. — Golonponi. Nord Cameroun, Mouton, 502 p.
- HALLAIRE (A.), 1965. — Les Monts du Mandara au nord de Mokolo et la plaine de Mora, O.R.S.T.O.M., 162 p. *multigr.*
- HALLAIRE (A.), 1971. — Hodogway, Cameroun Nord, in Atlas des structures agraires au sud du Sahara, Mouton, 90 p.
- HALLAIRE (A.), 1972. — Marchés et commerce au nord des Monts Mandara. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. IX, n° 3, 26 p.
- JUILLERAT (B.), 1971. — Les bases de l'organisation sociale chez les Mouktélé (Nord Cameroun). Mémoire de l'Institut de l'Ethnologie, VIII, 272 p.
- LETOUZEY (R.), 1968. — Étude phytogéographique du Cameroun. Le Chevalier éd., 510 p.
- MARTIN (D.), 1966. — Étude pédologique du village de Hodogway. O.R.S.T.O.M., 18 p. *multigr.*
- MARTIN (J. Y.), 1970. — Les Matakam du Cameroun. *Mémoire O.R.S.T.O.M.*, n° 41, 215 p.
- RICHARD (M.), 1972. — Traditions et coutumes matrimoniales chez les Mada et Mouyeng (Nord Cameroun), 328 p. *multigr.*
- STECK (B.), 1972. — Mokolo dans ses relations avec le milieu rural environnant. *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. hum.*, vol. IX, n° 3, 23 p.
- VINCENT (J. F.), 1972. — Données sur le mariage et la situation de la femme mofu (massifs de Douvangar et Wazan, Cameroun du Nord). *Cah. O.R.S.T.O.M., sér. Sci. Hum.*, vol. IX, n° 3 : 309-323.